

Conduites Socioéconomiques et Choix Educatifs du Genre en Milieu Rural Camerounais Par

Étienne Parfait MAHY¹, Jean Paul NDINDOK², Alice KAMBOU³, Jacques YOMB⁴

Département de Sociologie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Douala- Cameroun

***Corresponding Author:** Étienne Parfait MAHY, Département de Sociologie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Douala- Cameroun

Résumé

L'objectif: majeur de cette recherche est d'évaluer le lien social qui soutend l'éducation de la jeune fille et du jeune garçon. Autrement dit, il est question d'analyser les mécanismes mobilisés par les acteurs ruraux pour orienter l'éducation des hommes et des femmes enfants en milieu rural.

La Problématique: se résume dans l'interrogation suivante : Comment peut-on assister à une éducation durable en milieu rural camerounais alors que l'alphabétisation de la jeune fille reste considérée dans bien de cas comme étant un effritement du pouvoir masculin ? Autrement dit, comment peut-on assister à la construction d'un lien social participatif alors que le processus d'alphabétisation est construit sur les inégalités et préjugés récusés par les femmes ?

La méthode: est essentiellement qualitative : Nous présentons les données issues des différents mondes ruraux du Cameroun.

La Cadre Théorique: est double : a) D'abord, la théorie du lien social qui ressort les différentes interactions entre les hommes et les femmes en milieu rural à travers les finalités de l'échange. L'échange dans ce processus peut être soit inclusif, soit exclusif ; b) La seconde école est la théorie de la participation ; pour un développement durable en éducation en milieu rural, aucune action ne devrait se réaliser sur la base de l'appartenance à un sexe. Pour celle-ci, une éducation sans aucune discrimination est un facteur de développement autonome et autoentretenu indispensable pour le développement du monde rural.

Les Résultats: montrent que : a) Malgré les efforts qui sont réalisés par différents acteurs de développement du monde rural en vue de lutter contre les discriminations dont est victime la jeune fille en milieu rural, celle-ci reste orientée par les pratiques culturelles ou plutôt traditionnelles qui considèrent la jeune fille et la femme comme étant d'éternelles cassettes sociales ; b) La pauvreté, l' analphabétisme et l'ignorance demeurent des facteurs majeurs qui participent tout aussi au développement des inégalités contre le sexe féminin en milieu rural ; c) Lorsque la femme est assez éduquée et alphabétisée, sa participation est réelle dans les projets de bien être développés au sein du village en général et des familles en particulier.

Conclusion: pour un développement dynamique et durable en milieu rural camerounais, une éducation excluant l'appartenance à un sexe demeure l'unique voix indiquée de lutte contre la pauvreté.

Mots clés: Éducation, genre, monde rural, participation, lien social, échange social, développement rural

1. INTRODUCTION GENERALE

L'une des particularités majeures du monde rural camerounais en général, malgré l'influence des dynamiques extérieures, est l'omniprésence des survivances culturelles. Majoritairement patriarcale dans l'ensemble, la domination masculine est entretenue au quotidien avec la complicité des agences de socialisation primaires et secondaires. Dans cette situation, l'éducation de la femme devient un enjeu majeur dans le système de reproduction sociale, de la construction et de l'entretien du pouvoir

¹ Enseignant et Chargé de Cours à l'Université de Yaoundé 2 (ESSTIC).

² Doctorant au Département de Sociologie.

³ Doctorante au Département de Sociologie.

⁴ Enseignant au Département de Sociologie.

masculin en milieu rural. La production du lien social débouche sur les inégalités et la finalité de l'échange sur les formes diversifiées et loin d'être participatives. Mais malgré ses différentes discriminations construites et détruites, la femme en milieu rural reste l'actrice majeure du développement socioéconomique, même si elle n'est pas toujours au cœur de ceux des acteurs prenant des décisions pour le bien des villages dont elles sont issues en général et dans leurs ménages en particulier. Ces pratiques entament avec des impacts non négligeables l'avenir du monde rural dans ses différentes tentatives d'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de ses habitants. Il devient donc une évidence en milieu rural et conflictuel dans les ménages d'observer des choix opérés en faveur du jeune garçon au détriment de sa jeune pour le soutien de son éducation sous prétexte que son éducation est à la charge de son futur époux. Bien même lorsqu'elle est mariée très tôt, la préoccupation majeure de son époux n'est plus son éducation, mais la procréation, car en milieu rural, le non accouchement dans l'année qui suit le mariage est un indicateur d'échec pouvant conduire à la demande du divorce ou à la répudiation. Il se pose donc les questions suivantes : comment peut-on assister à une éducation durable en milieu rural camerounais alors que l'alphabétisation de la jeune fille reste considérée dans bien des cas comme étant un effritement du pouvoir masculin ? Autrement dit, comment peut-on assister à la construction d'un lien social participatif alors que le processus d'alphabétisation est construit sur les inégalités et les préjugés récusés par les femmes ? Pour mener à cette réflexion sur les conduites économiques relatives aux éducatifs, trois parties ont été élaborées. La première est relative au cadre conceptuel, théorique et méthodologique. La seconde est relative à la production de l'inégalité dans les conduites économiques liées aux choix éducatifs. La troisième et dernière partie traite de l'impact de l'éducation équitable de la jeune et du jeune garçon dans leur éducation au sein de leurs familles.

2. CADRE CONCEPTUEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

2.1. Cadre Conceptuel

La socioéconomie éducative se définit comme étant l'ensemble des relations sociales construites autour d'une activité économique quelconque bien précise. La socioéconomie est, en d'autres mots, une branche des sciences économiques et de la sociologie, qui examine l'influence des rapports humains sur l'évolution économique. A contrario, la sociologie économique examine les influences des relations économiques sur les groupes sociaux. Mais dans le cadre de notre étude, la socioéconomie est liée aux activités marchandes qui naissent, se construisent et se développent autour et en faveur du financement de l'éducation de la progéniture dans les ménages en milieu rural. Les choix éducatifs se définissent sous le prisme des actions développées dans les ménages pour soutenir les différentes poches de dépenses relatives à l'éducation d'un écolier, d'un élève, etc... quel que soit le type de formation poursuivi par ce dernier. Enfin, le milieu rural quant à lui s'oppose au milieu urbain, mais n'est plus seulement associé aux activités agricoles comme ce fut le cas par le passé. C'est un « *terme qui concerne toutes les activités qui se réalisent à la campagne* » (Malcoln et al, 1994)⁵, c'est la « *campagne dans sa globalité* » (Morise, 1992)⁶.

2.2. Le Cadre Théorique

Les questions liées au genre mobilisent plusieurs disciplines et écoles de pensée. Dans ce cadre, la sociologie économique dans son épanouissement en général et la nouvelle sociologie économique en particulier, font recours à d'autres disciplines telles que l'économie pour une lecture plus dynamique de la réalité sociale. Ces deux disciplines agencent des problématiques complémentaires et dynamiques dans le développement du genre en général et en milieu rural en particulier. Au sein même de la grande famille de la sociologie, plusieurs écoles sont articulées pour mieux expliciter et évaluer les échanges liés au genre. Loin d'avoir l'intention de faire l'inventaire de toutes ces théories, nous avons retenu d'une part dans le cadre de cette recherche la théorie du lien social. Au sujet des conduites économiques liées aux choix éducatifs, deux formes de lectures ou de réalités majeures conduisent à la production des formes différenciées de lien social : a) soit les inégalités sont récusées par les femmes qui estiment qu'elles ne pourront jamais s'épanouir avec les règles établies, parce

⁵Malcoln et al, (1994), « Rural people's organisation and agricultural extension in the upper north of Thailand: who benefits? » in *Journal of international development*, FAO.

⁶Morise, (1992), *Manuel pratique de vulgarisation agricole ; le technicien d'agriculture tropicale*, paris, Vol N°2, Maisonneuve

qu'elles les maintiennent dans l'anonymat ; et dans ce cas, le lien social est essentiellement conflictuel et ne produit que les discriminations dans la finalité de l'échange ; b) soit, les inégalités sont acceptées et assumées, parce que les femmes estiment qu'elles ne peuvent rien changer dans l'échange parce que la société est complice de par l'organisation sociale favorable à la domination masculine. D'autres parts, la théorie de la participation relègue au second rang, les discriminations faites au travers du genre. Pour cette dernière, l'éducation est un levier de développement en général et en milieu rural en particulier. Lorsqu'elle est globale, c'est-à-dire sans discrimination aucune, elle favorise ainsi le développement d'un monde rural durable et autoentretenu. Les ménages deviennent ainsi des espaces d'une « autorégulation conjointe » propice à l'intégration de l'ensemble des habitants du monde rural.

2.3. Le Cadre Méthodologique

Notre recherche est essentiellement qualitative. Les informations ont été collectées dans quelques campagnes de la région du Centre, du littoral de l'Ouest et de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Est. À l'aide d'un guide d'entretien, nous cherchions à ressortir les représentations et les lectures que les acteurs des ménages ruraux se font de l'éducation du genre. Le choix de ces différentes régions a été motivé par le fait qu'elles regorgent pour certaines le pourcentage le plus élevé en termes d'analphabétisme, pour d'autres, la prégnance de la religion (l'islam) et enfin pour d'autres de par leur diversité ethnique. Les résultats nous ont donc permis de faire une induction sur le monde rural camerounais dans son ensemble. Nous avons bâti un échantillon de trente (30) individus repartis sur les cinq régions d'enquête. Bref, notre logique de recherche a été l'induction, partir de l'analyse des particularités pour aboutir aux conclusions générales.

3. ETATS DES LIEUX DE L'EDUCATION AU CAMEROUN

3.1. De la Situation Générale au Cameroun

L'éducation est un pilier de développement qui agit dans le développement en général. Elle agence trois facteurs qui rendent compte de l'indice de développement humain, à savoir : l'alphabétisation, la scolarisation et la formation professionnelle.

Dans la lecture sociologique, l'éducation formelle est comprise comme étant ses différents échanges entre les individus âgés de plus de 15 ans et les structures de formations diverses débouchant sur la capacité de celui-ci à lire et à écrire une langue officielle en général, le français et l'anglais en particulier. Pour mieux cerner cette réalité au Cameroun, la lecture doit être faite sous deux angles : l'espace et le temps social. À travers le temps et sous une lecture continue, l'alphabétisation au Cameroun a évolué, partant ainsi de 61% en 1996 à 71,9% en 2007. Pour ce qui est de l'espace et tel que mentionné dans la méthodologie, il existe une disparité entre les différentes régions. Celles qui constituent le Grand Nord et celles de l'Est présentent les pourcentages les plus élevés en termes d'analphabétisme.

Pour ce qui est de la scolarisation, c'est un indicateur majeur qui ressort de l'impact socioéconomique sur les catégories sociales et les tranches d'âges. Celui-ci est également en nette progression. Lorsqu'on prend par exemple le taux de scolarisation globale des jeunes classés entre 6 et 14 ans au Cameroun, il est parti de 67,5 % en 1976, puis 73,1 % en 1987 et stabilisé à 80% en 2009. L'on note également que ce pourcentage est à la traîne dans les régions septentrionales et celle de l'Est du pays. Mais d'une manière générale, l'on note une amélioration dans la lutte contre l'analphabétisme au Cameroun. On est ainsi passé de 47% en 1976 à 61% en 1996 et de 71% en 2010. Le tableau suivant se veut encore plus explicite sur l'impact des politiques d'alphabétisation au Cameroun:

Région d'enquête	2001	2005	2010
Douala	94,0	93,2	96,5
Yaoundé	94,4	94,6	94,4
Adamaoua	39,6	48,2	51,4
Centre	82,6	83,3	81,8
Est	64,3	59,6	65,3
Extrême-nord	24,4	27,8	26,1
Littoral	80,7	85,1	91,4
Nord	32,5	32,7	35,2
Nord-ouest	74,5	69,4	75,8
Ouest	76,1	78,3	82,0

Sud	88,2	88,0	94,0
Sud-ouest	81,7	78,8	87,9
Sexe			
Homme	77,0	75,6	78,2
Femme	59,8	58,5	64,7
Cameroun	67,9	66,7	71,2
Source: INS, 2012			

Pour ce qui est de la formation professionnelle, l'État s'efforce de mettre sur pied des stratégies qui s'allient aux exigences du LMD, autrement dit vers la professionnalisation. Selon le DSCE, l'action de l'État vise en priorité à améliorer sensiblement sa qualité en « adoptant les formations offertes aux besoins réels du marché et en développant les partenariats avec le secteur productif de l'économie, afin d'accroître l'offre de formation. De la sorte, les filières créées au sein de ces établissements seront adaptées aux zones agro écologiques du Cameroun, afin de disposer d'un vivier de professionnels des métiers de la pêche (Institut des Sciences halieutiques de Yabassi), des forêts (École supérieure des eaux et des forêts de Mbalmayo) et de l'artisanat (Instituts des Beaux-Arts de Nkongsamba, d'une part et de Foumban, d'autre part).

3.2. Aux Spécificités Educatives du Monde Rural

Lorsqu'on fait une lecture de l'éducation au Cameroun, et ce, de façon globale, l'on est frappé par l'amélioration sans cesse de cette réalité. Mais lorsque la lecture est exclusivement faite sur le milieu rural, force est de constater que celui-ci est encore à la traîne et est en deçà de la moyenne générale du pays. Plusieurs éléments sont évoqués pour justifier cette situation : Ils vont des infrastructures en passant par les ressources humaines, l'organisation sociale, sans toutefois oublier les valeurs sociales en rapport avec l'école. Afin de rester logique à notre recherche, nous insisterons cette fois sur les infrastructures, les ressources humaines et l'organisation sociale.

Même si les efforts sont réalisés par les pouvoirs publics afin d'améliorer l'éducation en milieu rural camerounais, force de constater que celle-ci est encore en deçà de la moyenne. Cette situation est entretenue par le manque de voies de communication qui auront un impact socioéconomique sur la qualité des enseignements. Hormis la région de l'Ouest camerounais qui présente un réseau routier dense et relativement bien structuré (la quasi-totalité des villes reliées par des voies bitumées), toutes les autres zones rurales du pays souffrent d'un problème réel de desserte. Certaines parties de l'arrière-pays préservent intactes leurs traditions alors même qu'elles présentent des niveaux d'enclavement profonds qui génèrent de fortes contraintes sur la scolarisation. D'une part, la circulation des biens et des hommes s'en trouve perturbée ou ralentie ; d'autre part, le développement rural dans sa dimension routière impacte sur le phénomène de scolarisation. Les zones semi-rurales, évoluant aux environs des faubourgs sont mieux pourvues en capital social et sont aussi mieux suivies en matière d'éducation parce que les villages qui les abritent sont mieux desservis, contrairement aux zones de fort enclavement. Les cours s'arrêtent d'eux-mêmes lorsque les saisons de fortes pluies coupent les routes. Les équipements sociaux en milieu rural ne sont pas en reste, ils impactent eux aussi sur le processus de scolarisation. Bref, « *les voies de communication sont un véritable défi des zones rurales* » (Greenidge, 2002)⁷.

Pour ce qui est des ressources humaines, force est de constater que le milieu rural fait face à un manque de personnel criard malgré les politiques de recrutement mises sur pied par l'État afin de remédier à cette situation. Hormis l'école confessionnelle d'obédience catholique qui conserve ses six salles classiques de cours, l'école publique présente de faibles infrastructures : généralement, il est rencontré dans cet espace social trois salles de cours, chacune d'elles contenant deux niveaux de classe ; le directeur de l'école étant en même temps l'enseignant du niveau le plus élevé. Les autres niveaux sont pris en charge par les instituteurs lorsque la zone est bien desservie. Quant c'est le contraire, deux, parfois trois niveaux de classe sont pris en charge par un seul instituteur que les réseaux de solidarité adjoignent d'un collège bénévole dans les régions mieux organisées. Cette situation de vie précaire dans les campagnes sera à l'origine du départ progressif des jeunes vers les villes à la recherche d'un emploi ou d'une scolarisation meilleure. Par ailleurs, le facteur linguistique influe sur

⁷Greenidge B.C., (2002), « Information et communication : Le véritable défi des zones rurales » in *Le Courrier ACP/ UE*, N° 195, p 34-35.

l'alphabétisation des enfants, car la langue maternelle vient de la sorte rivaliser, dans la pratique en milieu scolaire, avec la langue officielle (l'anglais ou le français) en vigueur). Le niveau d'accès par les enseignants aux « ressources de proximité » (individus de commissions, logements, potagers, eau potable, bois de chauffage) conditionne leur implication à l'éducation formelle. Dans les localités de faible capital social, donc jugées peu hospitalières, une bonne partie des enseignants multiplient les actes d'absentéisme, voire de défections vis-à-vis des lieux d'affectation. Ces localités sont dès lors les plus exsangues en ressources humaines. Par contre, la situation est plus flexible et mieux gérable dans les localités de forte organisation endogène, du fait d'une mobilisation considérable des ressources de proximité, par l'action des chefs traditionnels ou par celle des comités de développement local. La disponibilité et l'accès aux « ressources de proximité » permettent de mobiliser une main d'œuvre enseignante favorable au « bénévolat récompensé », lequel parvient à suppléer l'insuffisance de l'équipe pédagogique.

Enfin, le type d'organisation sociale de ces localités rurales impacte sur le rendement scolaire en rapport avec la densité humaine. Les offres scolaires sont mieux contrôlées dans les collectivités centralisées (chefferies fortes ou comités de développement visibles). Les décisions relatives à l'optimisation du capital social (cumul des matériaux et construction des bâtiments) sont diligentes et favorables à un développement rural contrôlé. Plus la zone rurale est stratifiée, plus elle connaît une forte densité humaine au km², et meilleures seront ses prérogatives d'exploitation des ressources humaines sur le plan quantitatif. Une école peut contenir plus de 3000 enfants et les potentialités d'ouverture de l'école maternelle sont réelles et parfois, mises en œuvre. C'est le cas des régions du « Grand Ouest » (Ouest ; Nord-ouest et Sud-ouest). Contraires sont les sociétés lignagères ou claniques. L'organisation sociale repose sur le principe et la réalité de la parenté et des liens de sang. Le pouvoir local étant diffus, la densité humaine au km² est faible et laisse place à une juxtaposition des micro-villages (dont les hameaux) de quelques maisons et quelques dizaines de personnes. Les écoles publiques sont pourvues d'une infime minorité d'apprenants atteignant, dans certains cas, une poignée de 50 têtes par école et sur l'ensemble des 6 niveaux. Compte tenu des coûts fixes dans les postes publics de dépenses scolaires, les sociétés lignagères produisent des rendements décroissants. C'est pourquoi ces zones au pouvoir local diffus gagneraient à optimiser, à travers leurs élites, une culture des ONG spécialisées dans les questions de développement. Munies de cahiers de charges, ces ONG occuperaient ainsi le vide occasionné par le faible niveau d'organisation endogène, comme elles parviennent à promouvoir l'agir de survie, voire de développement dans les zones urbaines. Les déperditions scolaires en zones rurales sont considérables et atteignent dans certaines régions (Est, Septentrion) près de 35 %. Ces déperditions reposent sur des survivances culturelles qui attaquent la santé physique des enfants (excisions des filles, circoncisions par des objets infectés) ; mais en règle générale, les défections des enfants sont causées par les parents. Dans les échelles de préférences natales, les naissances des garçons sont mieux accueillies, certes, dans certaines régions rurales, les garçons sont eux encore soumis aux exigences patriarcales de la chasse de gros gibiers ou à la garde des bétails.

4. LA PRODUCTION DE L'INEGALITE DANS LES CONDUITES SOCIOECONOMIQUES LIEES AUX CHOIX ÉDUCATIFS

Au regard de l'analyse faite ci-dessus, le monde rural qui présente une organisation basée sur les survivances culturelles, développe des conduites spécifiques liées à l'éducation du genre. Ces conduites socioéconomiques adoptées vont dans le sens de la production des inégalités lorsqu'on compare la femme et la jeune fille à l'homme et au jeune garçon. En effet, on observe encore la persistance des disparités fondées sur le sexe dans les secteurs clés de l'éducation, de la santé, de l'emploi, de l'environnement. Ces disparités sont renforcées par le poids de la culture et des traditions.

Dans les campagnes camerounaises, l'éducation de la femme en général et de la jeune fille en particulier reste encore problématique, ce d'autant plus qu'elles restent considérées comme des individus de seconde zone et donc incapables à s'autodéterminer. Cette situation est entretenue par l'organisation sociale dans son ensemble par une systématisation de la division sociale du travail et une représentation spécifique de l'éducation de la femme. Ainsi, dans les conduites essentiellement économiques, le monde rural est favorable à l'éducation du garçon qu'à celle de la fille. D'ailleurs, « *le garçon est l'héritier de la famille et non la fille qui est appelée à se marier et à fonder sa propre famille.* » *On ne peut donc pas fonder un espoir sur elle. Dépenser sur elle serait de verser de l'argent*

par la fenêtre ». Cette situation est plus alarmante encore lorsque la famille est nombreuse ou pauvre. Dans ce cas, les choix sont drastiquement opérés et très souvent en défaveur de la jeune fille. Le lien social dans ce cas est essentiellement conflictuel, ce d'autant plus que ses inégalités sont récuses, mais sans succès réel. Cette situation finit par être assumée, ce d'autant plus que nous sommes une société marquée par le poids de la tradition et malgré les dynamiques exogènes et la survivance d'une solidarité mécanique. Dans les conduites sociales relatives aux choix éducatifs, la société rurale reste un espace indiqué de socialisation qui promeut les discriminations dans l'éducation de la jeune fille malgré les progrès réalisés par ci et par là. La production du lien social est essentiellement dissensionnelle, avec un impact non négligeable dans l'émancipation future de ce sexe appelé « faible ». Telle que la société rurale est structurée et systématisée, les règles établies vont dans le sens du maintien de la femme sous le statut d'éternelles cadettes sociales et incapables de s'autodéterminer. D'ailleurs, à côté de l'éducation formelle, se dresse une autre, qui peut être qualifiée d'informelle, mais forte concurrente de la première. Elle est développée dès la naissance des enfants et se propose de dresser la jeune fille et le jeune garçon afin de répondre aux attentes sociales. Dans ce sens, les différentes formes de socialisations développées aboutissent ainsi à une conscience collective et à une éducation morale dans le sens de Durkheim, c'est-à-dire par l'imposition des règles et la domination du pouvoir légitime. Dans certaines localités étudiées, les effets non voulus de l'action conduisent vers une responsabilisation des enfants avec des impacts socioéconomiques non négligeables, cette réalité étant encore plus importante chez la jeune fille. Dès lors, « il devient urgent de se pencher sur le sort des enfants qui sont tenus d'exécuter certaines tâches au champ, à la maison, dans les ateliers, etc. susceptibles d'altérer leur développement mental, intellectuel, voire psychique et d'établir les relations entre la scolarisation et le travail des enfants » (Sékou Oumar Diarra, 1999)⁸. Il n'y a donc pas d'accord volontaire des acteurs sociaux. La conséquence majeure de ces socialisations conduit à la production des inégalités et de la soumission de la femme qui laisse ainsi l'espace social libre à l'homme et devient le seul maître dans la construction et l'orientation de l'organisation sociale. Cette situation est encore plus profonde dans les régions du Septentrion dans lesquelles la jeune fille ou la femme en général reste perçue comme justifiant son existence par simple reproduction. Lorsqu'on parcourt les établissements qui offrent des formations professionnelles en milieu rural telles que les Sections Artisanales et Rurales (SAR), les Collèges d'Enseignement Technique, Industrielle et Commercial (CETIC), les Centres de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF), les Maisons de Promotion de la Jeunesse (MPJ) et les Centres de Formation Professionnelle (CFP), il est observé une forte présence des filles dans les formations allant dans le sens de sa responsabilisation dans son futur ménage. Ces dernières vont former une masse critique dans les spécialités telles que, l'économie sociale et familiale (ESF), l'industrie d'habillement (IH), la restauration, etc... Ces trois formations pour ne citer que celles-ci ont une relation directe avec l'éducation parallèle et informelle offerte. Si certaines de ces formations offrent des enseignements spécifiques aux filles, c'est la preuve que même les pouvoirs publics sont conscients de la situation de la jeune fille en milieu rural camerounais, c'est le cas des CPFF. Bref, « *il est observé que les enseignements professionnels offertes par certains centres de formations tels que les centres de promotion de la femme et de la famille viennent plutôt renforcer l'éducation informelle et parallèle qui a cours en milieu rural et renforce ainsi les choix éducatifs des parents dans leur conception du genre* » (Yomb, 2012)⁹. Même dans le cas où l'école ne garantit plus forcément une réussite sociale (un emploi), et qu'il faille opérer des choix éducatifs, le jeune garçon reste privilégié pour des études couteuses et longues. Quant à la fille, elle sera orientée vers les formations moins couteuses et courtes. Cette discrimination se vérifie également dans l'économie familiale, car malgré la position sociale qu'elle occupe en termes de participation aux différentes activités productrices de revenus, elle assiste difficilement à la prise de décision. Cette « *situation est caractérisée par la persistance de son statut inégalitaire tant sur le point de vue de sa position socioculturelle, économique que son statut juridique et politique* » (Mebu Nchimi, 1996)¹⁰.

⁸Sékou Oumar Diarra, (1999), « Scolarisation et travail des enfants : une étude prospective en milieu rural au Mali » in conférence du Groupe d'Etude de Recherche sur les Sociétés Africaines, Université de Laval (Faculté des sciences sociales)-Canada

⁹Yomb, (2012), *La participation des collectifs dynamiques dans le développement rural : le cas de Puma et Yassoukou*, Douala, FLSH, Thèse de Doctorat/Ph.D en sociologie économique, Université de Douala

¹⁰Mebu Nchimi, (1996), « le genre au Cameroun, diagnostic, politiques et stratégies de valorisation du potentiel féminin » in *GTZ/BC*, Yaoundé.

D'une façon générale, la construction du lien social intégrant la femme dans les sphères de prise de décision reste encore relative. Elle souffre des injustices et de nombreuses brimades dans une société au sein de laquelle l'homme en tant que mari et chef de famille, a des droits incontestés sur son épouse. Par exemple, les dérives dans l'application du droit ainsi que les traditions dans bon nombre de villages étudiés écartent la femme de l'accès à la propriété foncière et du droit de l'héritage. Bien que la Constitution camerounaise stipule que « *tous les êtres humains sont égaux en droits et devoirs* », la mise en application de ce principe se heurte à la persistance de certaines dispositions traditionnelles reflétant des anachronismes. « *Ces facteurs conjugués à une sous information des femmes et aux pesanteurs socioculturelles représentent des contraintes à l'amélioration des conditions de vie de la femme et perpétuent la pauvreté* » (Mebu Nchimi, 1996)¹¹. Cette situation est encore plus grave pour les femmes rurales, car du fait de l'absence de code agraire, l'accès à la terre est régi par la loi du régime foncier qui stipule que l'attribution des terres à un futur propriétaire ne peut être effective qu'après sa mise en valeur. La conséquence, comme le mentionnait Chambers, est que les relations et les normes socioculturelles complexes influencent l'utilisation et la propriété des ressources, la façon dont les activités agricoles sont menées et dont les nouvelles idées et techniques sont perçues. Au sein de la famille, les interactions entre hommes et femmes influent sur l'innovation dans les activités productives. Dans le choix relatif à la scolarisation des enfants, les femmes n'ont généralement pas une grande marge d'expression reconnue. Ce sont les hommes qui décident et les jeunes garçons ont plus de faveur, étant perçus comme devant assurer la continuité de la descendance. Mais cette situation n'est pas néanmoins une particularité de notre localité d'étude, parce qu'au Cameroun en général, les femmes sont fortement désavantagées par rapport aux hommes en matière de santé, de nutrition, d'instruction, etc.. Dans les pratiques quotidiennes des ménages, il y a une contradiction entre une éducation savante et une éducation traditionnelle. Si les jeunes garçons et les jeunes filles doivent bénéficier par exemple de la même attention selon l'éducation savante, la jeune fille est très souvent contrainte d'assurer certains travaux ménagers après le retour des classes. Car aux dires des parents, l'avenir des jeunes filles passe par ces différentes pratiques.

C'est pour cette raison que, que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain, les femmes travaillent en moyenne huit (8) heures plus que les hommes (PNUD, 1998)¹² et ce, en raison notamment des travaux domestiques. Malheureusement aussi, elles ne gèrent pas très souvent les fruits de leurs travaux, affaiblies par des survivances culturelles, les normes sociales construites ou étant tout simplement considérées comme des éternelles cadettes sociales. Bref, « *les femmes camerounaises, surtout en milieu rural, souffrent encore de diverses formes de marginalisation dont les plus visibles sont, sur le plan coutumier et traditionnel, les mariages précoces, la pratique de la dot, les problèmes liés à l'héritage et à l'égalité des droits en général, les problèmes fonciers et d'accès à la terre, etc..* » (PNUD, 1998)¹³.

5. L'IMPACT SOCIOECONOMIQUE DE LA FEMME ÉDUQUÉE DANS LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Dans les villages où les femmes n'ont pas subi une discrimination quelconque à travers leurs éducations, l'impact socioéconomique dans leurs ménages est inéluctable. Au lendemain de la crise économique des années 1980, il y a une fragilisation importante du lien social en milieu rural. Cette situation a été une opportunité pour les unes et les autres à glaner une parcelle de pouvoir auprès des hommes. Ce sont les femmes, en d'autres termes, qui fournissent l'alimentation de la famille, à travers une agriculture de subsistance et une activité secondaire de petit commerce des légers surplus agricoles. Il s'agit bien là de l'agriculture vivrière, qui ne présente pas d'énormes enjeux, c'est le pré-carré de la femme, reconnu par l'organisation sociale locale.

Dans une localité comme celle de Pouma, les femmes ont monté un projet de développement (AID) qui a profondément modifié les conduites économiques dans les ménages. Compte tenu du fait que l'usine installée est industrielle (transformation du manioc), les femmes auront là une opportunité qui renforcera leur pouvoir d'achat, de même qu'une certaine ascendance dans la prise de décision au sein des ménages. On constate qu'il y a un dynamisme dans les rapports sociaux de sexe « *qui jouent en faveur des femmes qui se répartissent les domaines naguère méprisés par les hommes. Il y a une domination forte de l'effort d'entreprendre féminin (primat dans les prises des décisions socio-*

¹¹ Mebeu Nchimi, (1996), op.cit

¹² PNUD, (1998), *La pauvreté au Cameroun*, Douala, Graphics systems.

¹³ PNUD, (1998), op.cit

économiques) et l'affaiblissement du statut masculin dans le ménage et dans la collectivité » (Ekomo Engolo, 2001)¹⁴. Elles sont de plus en plus émancipées, surtout lorsqu'elles ont un parcours académique important ou alors porteuses d'une socialisation urbaine qui se veut plus ouverte au modernisme et donc s'oppose aux pratiques traditionnelles barbares. Toujours au niveau des ménages, nous notons également un renforcement du pouvoir de la femme. Elles deviennent capables de prendre certaines décisions ou initiatives sans consulter à l'avance leurs maris quand elles en ont un. Ce glissement du pouvoir des hommes vers les femmes est aussi dû au fait qu'elles sont actives et incontournables dans les différents circuits économiques dans leurs ménages. La crédibilité de la femme se fait ressentir même auprès des bailleurs de fonds lorsqu'il faut allouer des crédits aux populations locales. Ce choix se veut stratégique parce que la femme est celle-là à qui la responsabilité incombe de nourrir au quotidien la famille. Pour ces différentes raisons, « *les femmes se sont avérées beaucoup plus fiables que les hommes pour le remboursement des prêts et il y a plus de chance qu'elles utilisent l'argent gagné d'une manière qui optimise les retombées positives pour l'ensemble de la famille* » (Sue Wheat, 2000)¹⁵. Dans des monographies réalisées en Afrique de l'Ouest, l'idée que "l'oubli" des femmes dans certains programmes de développement rural peut-être une des raisons de leur échec défend l'idéologie selon laquelle la femme, au regard de sa maîtrise de l'environnement, est indispensable dans tout projet de développement (Maizi, 1990)¹⁶. Lorsqu'il n'y a aucune inégalité dans la finalité de l'échange (même chance dans l'éducation), la femme autant que l'homme participe aussi modestement soit-il à l'amélioration des conditions de vie dans son environnement. Chacun des deux sexes ayant des fonctions différentes dans la production et la reproduction, il est indispensable dans les projets de développement de tenir compte des contraintes spécifiques liées à ces différences. Car, « *la restauration des paysanneries africaines passera par une organisation qui reconnaîtra les femmes comme partenaires économiques essentiels. Les opérateurs du développement en apportant leur soutien aux organisations de femmes pourront leur permettre de valoriser leurs capacités à construire le développement* » (Maizi, 1990)¹⁷. Enfin, l'un des derniers impacts de la coopération et de l'éducation de la femme et de l'homme structure l'économie féminine. Le concept d'économie féminine permet de mettre en évidence les différentes formes de coopération, et d'échange entre femmes et hommes ou entre différents réseaux de femmes construits, notamment, sur la parenté en ligne maternelle ou sur l'origine locale de l'épouse. Le concept de modes alternatifs d'accumulation (Geschiere & Konings, 1993)¹⁸ contribue à faire appréhender les phénomènes pertinents. Les rapports de genre structurent, certes, ces domaines, mais l'intérêt d'une approche en termes de dynamiques relationnelles dépasse ces rapports et peut s'appliquer à différents niveaux de l'économie et des institutions sociales. La complémentarité entre des ressources telles que la force de travail ou le savoir, les rapports productifs marqués par le genre, qu'il s'agisse de l'unité de production domestique ou d'une exploitation orientée vers le marché, l'interaction entre secteur reproductif et productif, la structuration des marchés et des activités économiques, les interactions entre secteur formel et informel sont autant de domaines d'application de cette approche favorisant un développement local dans les mondes ruraux en général et au sein des ménages en particulier.

6. CONCLUSION GENERALE

La problématique de l'éducation en milieu rural au Cameroun reste un sujet central dans la gestion du quotidien. Au regard des observations faites, il ressort que l'orientation de l'éducation en milieu rural reste majoritairement influencée par la société traditionnelle en général. Face aux survivances culturelles, l'État et d'autres acteurs en faveur de l'éducation mettent sur pied des stratégies à même d'améliorer des politiques éducatives et relatives à la jeune fille et au jeune garçon. La jeune fille est donc victime des égoïsmes sociaux, l'empêchant ainsi d'exprimer son savoir-faire, bien qu'elle soit au cœur du développement. Dans bien des cas encore et dans les confins des zones rurales enclavées, des hordes de filles sont soumises à des acceptabilités sociales qui les infériorisent par les mariages

¹⁴Ekomo Engolo, (2001), « Mutations socio-économiques et conditions de vie des ménages ruraux au Cameroun » in *Revue française de sociologie*, Paris, N° 42-2, ed Ophrys.

¹⁵Sue Wheat (2000), « petits crédits, grands projets » in *le courrier ACP/ UE*, n° 183, p. 60-62.

¹⁶Maizi., (1990), « Femmes et développement rural. Éditions Karthala, in , *Le bulletin de l'APAD*, n° 5, Numéro 5

¹⁷Maizi, (1990), up.cit

¹⁸ Geschiere et Konings., 1993, "Introduction : Alternative modes of accumulation and their regional variations", in idem (dir.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Leiden, Karthala.

précoces et forcés, l'insertion dans des réseaux de polygamie, l'assujettissement aux travaux champêtres, la maternité plurielle. L'impact de ces pratiques est non négligeable et empêche ainsi l'émergence d'une société autonome et autoentretenu. Il est donc nécessaire d'adopter une stratégie articulant les savoirs en présence pour un développement local durable.

REFERENCES

- Droy I., (1985), *Femmes et projets de développement rural en Afrique sub-saharienne : essai d'analyse à partir d'études de cas*. Grenoble, Université des Sciences Sociales, Institut de Recherche Économique et de Planification du Développement.
- Dubar C., (1986), *socialisation : la construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin.
- Ekomo Engolo, (2001), « Mutations socio-économiques et conditions de vie des ménages ruraux au Cameroun » in *Revue française de sociologie*, Paris, N° 42-2, ed Ophrys.
- Geschiere et Konings.,(1993), "Introduction : Alternative modes of accumulation and their regional variations", in idem (dir.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Leiden, Karthala.
- Greenidge B.C., (2002), « Information et communication : Le véritable défi des zones rurales » in *Le Courrier ACP/ UE*, N° 195, p 34-35.
- Maizi., (1990), « Femmes et développement rural. Éditions Karthala, in , *Le bulletin de l'APAD*, n° 5, Numéro 5
- Malcoln et al, (1994), « Rural people's organisation and agricultural extension in the upper north of Thailand: who benefits? » in *Journal of international development*, FAO.
- Mebu Nchimi, (1996), « le genre au Cameroun, diagnostic, politiques et stratégies de valorisation du potentiel féminin » in *GTZ/ BC*, Yaoundé.
- Morise, (1992), *Manuel pratique de vulgarisation agricole ; le technicien d'agriculture tropicale*, paris, Vol N°2, Maisonneuve
- PNUD, (1998), *La pauvreté au Cameroun*, Douala, Graphics systems.
- Sékou Oumar Diarra, (1999), « Scolarisation et travail des enfants : une étude prospective en milieu rural au Mali » in conférence du Groupe d'Étude de Recherche sur les Sociétés Africaines, Université de Laval (Faculté des sciences sociales)-Canada.
- Sue Wheat (2000), « petits crédits, grands projets » in *le courrier ACP/ UE*, n° 183, p. 60-62.
- Yomb, (2012), *La participation des collectifs dynamiques dans le développement rural : le cas de Puma et Yassoukou*, Douala, FLSH, Thèse de Doctorat/Ph.D en sociologie économique, Université de Douala

Citation: Étienne Parfait MAHY et al. "Conduites Socioéconomiques et Choix Educatifs du Genre en Milieu Rural Camerounais Par" *International Journal of Humanities Social Sciences and Education (IJHSSE)*, vol 11, no. 5, 2024, pp. 20-28. DOI: <https://doi.org/10.20431/2349-0381.1105003>.

Copyright: © 2024 Authors. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.